Israël sous le choc : la percée des partis arabes bouleverse les calculs du pouvoir



Au lendemain des élections législatives, les premiers résultats dessinent une Knesset sans majorité évidente. Les partis arabes progressent fortement et pourraient devenir incontournables dans les tractations. Mais leur poids électoral se heurte à une question politique décisive : les forces qui cherchent à gouverner accepteront-elles de compter sur leur soutien ?

Les élections israéliennes livrent une surprise majeure : les partis arabes réalisent une percée historique. Selon les premières projections diffusées après la fermeture des bureaux de vote, la Liste unifiée et Ra’am pourraient obtenir ensemble 18 à 19 sièges sur les 120 de la Knesset.

Dans le dépouillement partiel, leur représentation se situait autour de 15 à 16 sièges. Ces chiffres ne sont pas définitifs et ne doivent pas être confondus avec une part équivalente des suffrages exprimés : il s'agit de sièges parlementaires.

Cette progression prend tout son sens dans une Knesset fragmentée. Les résultats partiels ne donnent à aucun grand camp les 61 sièges nécessaires pour gouverner seul. Les partis arabes pourraient donc peser dans la recherche d'une majorité. Mais ils ne forment pas automatiquement une coalition commune avec les autres partis d'opposition, et leur capacité à influer sur le prochain gouvernement dépendra des résultats définitifs, des négociations et des choix de chaque formation.

Cette percée exprime d'abord une volonté de représentation. Les citoyens arabes d'Israël ne veulent plus être réduits à une présence minoritaire dans les discours : ils entendent participer aux décisions politiques qui déterminent leurs droits, leurs conditions de vie et l'avenir du pays. Les informations disponibles font état d'une hausse marquée de la participation dans plusieurs villes arabes. Ce regain de mobilisation témoigne d'une volonté de faire entendre une voix souvent marginalisée dans le débat national.

La portée de ce résultat dépasse cependant le seul avenir de Benyamin Nétanyahou et de ses alliés, dont Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich. Le scrutin pose une question plus large : la représentation parlementaire des citoyens arabes pourra-t-elle se traduire en influence réelle, ou restera-t-elle limitée par le refus de plusieurs partis de gouverner avec eux ? Des responsables des deux grands camps ont déjà

exprimé des réserves ou des refus à l'égard d'une coalition dépendant des partis arabes. Leur succès est donc visible dans les urnes, mais son accès au pouvoir demeure incertain.

Il serait toutefois insuffisant de présenter l'enjeu comme un simple affrontement entre la droite de Nétanyahou et une opposition qui incarnerait, à elle seule, une rupture. Les politiques envers les Palestiniens et les citoyens arabes d'Israël sont contestées depuis longtemps ; leurs critiques dénoncent discriminations, inégalités et marginalisation sous différents gouvernements. Des organisations et des responsables ont aussi employé le terme d'« apartheid » pour qualifier certaines politiques. Cette accusation, lourde de sens et contestée par Israël, doit être attribuée à ceux qui la formulent et examinée à partir de faits précis. Mais le débat qu'elle exprime ne disparaît pas avec un changement de coalition.

La percée des partis arabes ne garantit donc pas, à elle seule, un changement de politique. Elle rend néanmoins plus difficile d'ignorer la question de l'égalité politique et de la place des citoyens arabes dans les institutions. Le prochain gouvernement devra se former dans un Parlement où leur représentation compte davantage, tandis que plusieurs forces politiques hésitent encore à reconnaître cette influence.

La surprise électorale est réelle. Reste à savoir si elle deviendra un tournant politique ou si elle se heurtera aux mêmes barrières au moment de former le gouvernement. Les résultats définitifs et les négociations apporteront une première réponse. En attendant, le message des urnes est

clair : les partis arabes ont renforcé leur présence parlementaire, et aucun débat sérieux sur l’avenir politique d’Israël ne peut faire comme si cette voix n’existait pas.

Comité éditorial ObservActu TV